

d'un contexte de crise

(3^e partie et fin)

Une fois «le problème réglé» — en règle générale par la satisfaction de l'essentiel, si ce n'est de la totalité des demandes exprimées —, le mouvement en question «retombe» ; le flambeau étant repris «ailleurs», dans une démarche similaire, depuis longtemps socialement légitimée et consacrée, et visant toujours à rappeler au pouvoir central son obligation de juste redistribution.

En fait, il est possible d'affirmer que dans les principales évolutions déjà en cours dans la société algérienne, ainsi que dans celles prévisibles à court et moyen termes, il y a une surdétermination objective par les enjeux de redistribution des ressources générées par la rente économique, en tant que principale source de la richesse «produite» par la société. Or, cette forme de rente — économique, donc — est appelée à avoir de moins en moins d'efficacité sociale en raison, à la fois, de l'épuisement progressif du stock d'hydrocarbures, en tant que ressource fossile non-renouvelable — d'autant que les réserves nationales en la matière ne semblent pas considérables — et de l'augmentation constante de la demande sociale, liée à celle de la population qui devrait atteindre près de 47 millions d'habitants en 2050.

Cette évolution assimilable à une forme de «crise des ciseaux» ne pourra, bien évidemment, à terme, que réduire la marge de manœuvre — aujourd'hui encore relativement confortable — de toute politique publique reposant essentiellement sur une logique de redistribution des ressources rentières générées et qui ne peut donc qu'évoluer vers de moins en moins de capacités effectives à répondre à une

demande sociale de plus en plus grande.

En même temps, l'autre forme dominante de rente — historique — fonctionnant comme une caution symbolique instrumentalisée afin de justifier le maintien et l'immobilisme du pouvoir politique en place est en perte régulière de sens dans la société du fait de la disparition progressive des porteurs directs de la mémoire des luttes du passé. Ainsi que de l'arrivée de nouvelles générations qui, n'ayant pas

aussi bien la société que l'Etat et, bien sûr, les rapports qu'ils entretiennent. Et d'abord en termes de nouvelles légitimités sociales et politiques à définir dans tous les domaines et pour tous les acteurs sociaux. A cet égard, il est évident que, dans les années à venir, l'un des principaux acteurs appelés à peser dans les enjeux politiques et sociaux à venir sera précisément le précaire dont le poids relatif pèsera certainement pour beaucoup.

Alors que, très souvent, dans beaucoup de discours, aussi bien au niveau des différents types d'élite que dans l'opinion publique, à commencer par le discours officiel lui-même, la thèse du complot systématiquement ourdi par des forces étrangères contre les intérêts nationaux occupe une place centrale, il faut bien être conscient que, le plus souvent, c'est bien par des décisions strictement internes que nous sommes nous-mêmes les premiers responsables de nos propres faiblesses.

elles-mêmes connu la situation coloniale, sont de moins en moins sensibles à la centralité, souvent hypertrophiée, du discours officiel sur la légitimité historique qui, dès lors, ne peut que tourner à vide.

En fait, envisagée dans les rapports qu'elle entretient avec l'Etat, la société algérienne entre dans une nouvelle phase historique en raison de l'épuisement progressif — déjà amorcé — des deux types de rente qui, pendant longtemps, ont structuré cette relation. Qui, certes, fonctionne encore, mais qui, progressivement, va perdre de sa pertinence et, de ce fait même, va générer un processus nécessairement complexe de reconfiguration de tous les éléments déterminants structurant

Au final et de manière plus générale, à l'heure où les évolutions internes de la société algérienne, ainsi que celles liées aux nouvelles contraintes de son environnement international, auraient exigé la définition et la mise en œuvre consensuelles d'une grande stratégie, le pays apparaît comme otage de divers stratagèmes au service d'intérêts limités de personnes, de clans et autres types de «trous noirs» dont nul ne sait ce qu'ils représentent et au nom de qui et de quoi ils agissent, y compris dans des domaines sensibles. Croire qu'une telle situation, marquée par d'aussi graves régressions — génératrices d'un contexte de crise — serait en mesure d'assurer au pays la

fameuse «stabilité» tant vantée par le discours officiel est une grave illusion ; si tant est que les porteurs de ce discours eux-mêmes puissent sincèrement, un seul instant, y croire.

Alors que, très souvent, dans beaucoup de discours, aussi bien au niveau des différents types d'élite que dans l'opinion publique, à commencer par le discours officiel lui-même, la thèse du complot systématiquement ourdi par des forces étrangères contre les intérêts nationaux occupe une place centrale, il faut bien être conscient que, le plus souvent, c'est bien par des décisions strictement internes que nous sommes nous-mêmes les premiers responsables de nos propres faiblesses.

Situation parfaitement exprimée, dans son style inimitable, par un de nos grands artistes, l'humoriste Mohamed Fellag : «Quand les autres peuples atteignent le fond, ils rebondissent. Nous, nous creusons !» Triste constatation à méditer, sans oublier un vieux principe de droit romain, toujours aussi pertinent et affirmant : «Nul ne peut se prévaloir de ses propres turpitudes.»

Aujourd'hui, sous quelque angle que l'on examine les perspectives du pays, tout porte à croire que, sans de profonds changements dans tous les domaines, à commencer par ceux qui concernent directement la nature et le fonctionnement d'un système politique obsolète, les ingrédients — déjà en place, mais fonctionnant encore à l'état de «signaux faibles» — des turbulences et crises à venir ne tarderont certainement pas à produire leurs pleins effets en termes d'instabilité.

N. S.

Célébration de la 7^e édition de «Une heure pour la planète»

La communauté internationale célèbre l'événement «Une heure pour la planète», appelée aussi «Earth Hour», le dernier samedi du mois de mars de chaque année. L'édition de cette année aura donc lieu le 29 mars 2014.

Cet événement consiste à éteindre, partout dans le monde, toutes les lumières pendant une heure, de 20h30 à 21h30. Organisé par la fondation WWF (World Wild Fund), il a pour objectif de sensibiliser les institutions et l'opinion publique internationale sur les problèmes de pollution en général et ceux du réchauffement climatique en particulier. Il vise aussi à faire prendre conscience à tout un chacun de son rôle dans la lutte contre le gaspillage de l'énergie qui est la principale cause de pollution.

Le choix de l'action d'éteindre la lumière, comme symbole de cet événement, n'est pas fortuit, car l'éclairage est un segment fortement consommateur d'énergie. Selon le GEF (Global Environment Fund), l'éclairage compte pour pas moins de 20% de la consommation mondiale d'électricité. Le simple geste d'éteindre la lumière, lorsqu'on n'en a pas besoin, peut donc, s'il était généralisé à l'échelle mondiale, éviter le rejet dans l'atmosphère d'importantes quantités de gaz à effet de serre. En même temps, il permettrait de réaliser une écono-

mie d'énergie et d'argent appréciable. La première édition de «Une heure pour la planète» s'est déroulée à Sydney en 2007. Elle avait eu un tel succès que cet événement est célébré aujourd'hui dans plus de 150 pays et 7 000 grandes villes du monde. En Algérie, il est passé presque inaperçu l'année dernière.

Nul doute que ce sera encore le cas en cette année de campagne électorale. Pourtant, les problèmes récurrents de coupures d'électricité, connus il n'y a pas longtemps, sont encore dans tous les esprits. Cela devrait nous inciter à vulgariser davantage la célébration de «Une heure pour la planète», qui pointe du doigt le gaspillage d'électricité. Cette problématique nous concerne donc en premier chef, car nous gaspillons énormément d'énergie en général et beaucoup trop dans l'éclairage.

L'opération «Une heure pour la planète» devrait être mise à profit pour inculquer un comportement de sobriété énergétique chez le citoyen. En parlant de gaspillage d'énergie, je ne peux omettre d'évoquer l'autre recommandation de l'UNEP (United Nations Environment Programme) qui invite tous les pays à remplacer, avant 2016, les lampes à incandescence par les lampes à basse consommation (LBC). Celles-ci ont un bien meilleur rendement énergétique, puisqu'elles consomment deux à trois fois moins d'électricité et ont une durée de vie dix fois plus longue. Cette recommandation de l'organisme onusien a

trouvé une oreille très attentive au niveau des Etats qui ont pris conscience de l'importance de la rationalisation de la consommation d'énergie.

C'est, entre autres, le cas des pays membres de la communauté européenne (CEE), qui ont décidé d'interdire l'utilisation des lampes à incandescence dès 2012. C'est aussi le cas de l'Afrique du Sud qui s'est engagé à les proscrire à partir de 2014. Même la Chine vient d'annoncer leur retrait total du marché en 2016.

La Chine restera néanmoins le principal producteur de ces lampes énergivores. Elle continuera, bien sûr, à les exporter sur les marchés peu regardants en matière d'économie d'énergie. C'est le cas notamment de notre pays, dont le marché regorge de ce type de lampes. Malgré leur consommation excessive et leur mauvaise qualité, elles continueront à proliférer chez nous, car leur prix d'achat est relativement bas.

Cette situation est déplorable. Seule l'intervention des pouvoirs publics peut y mettre fin, en interdisant immédiatement l'importation. Une telle mesure, qui s'inscrit en droite ligne des recommandations de l'UNEP, est on ne peut plus opportune.

Elle se traduirait par une économie annuelle d'électricité d'environ cinq (5) terawattheure (TWH) soit l'équivalent de la production d'une centrale électrique de un (1) GW. C'est donc l'économie d'un investissement de plus de 1 milliard de dollars et

Par Salah Azzoug*
azzoug_s@yahoo.com



une baisse de la consommation de gaz naturel de près de 1,5 milliard de m³ par an. Un tel gain financier est sans aucune mesure avec le surcoût induit par l'achat des lampes LBC, plus chères que les lampes à filament incandescent.

Même si l'Etat offrait gracieusement ces lampes aux citoyens, il serait toujours largement gagnant. Faisons donc le vœu de célébrer «Une heure pour la planète» 2015 sous la lumière des lampes LBC.

S. A.

* Ingénieur en raffinage et pétrochimie